

A.O.O N° 21/RFM/2017

Équipement de puits du centre Achlouj
à la C.R Enjil à la Province de Boulemane

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Réservé à la petite et moyenne entreprise

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix (séance publique) en application des dispositions du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I - 1434 (20 mars 2013), relatif aux marchés publics.

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
REGION FES-MEKNES

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR
OFFRES DE PRIX N°21/RFM/2017
REGLEMENT DE LA CONSULTATION

-=-=-=-=-=-=-=-

Article 1 : Objet du règlement de la consultation.

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offre ouvert sur offres de prix **n°21/RFM/2017**, ayant pour objet les travaux d'**équipement du puits du Centre Achlouj à la C.R Enjil à la Province de Boulemane.**

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) fixant les conditions et les formes de passations des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-12-349 précité. Toute disposition contraire au décret n° 2-12-349 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du décret n° 2-12-349 précité.

Article 2 : Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est **la région Fès-Meknès représentée par son président.**

Article 3 : Délai d'exécution

Le délai de réalisation des travaux est fixé à **soixante jours (60 j).**

Article 4 : Cautionnement provisoire

Le cautionnement provisoire est fixé à **trois mille dirhams (3.000,00 Dhs).**

Article 5 : Conditions requises des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité :

1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques, morales qui :

- justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement ;
- sont affiliées à la CNSS et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaires auprès de cet organisme.

2- Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- les personnes ayant l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcé dans les conditions fixées par l'article 159 du décret 2-12-349 précité.
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans cet appel d'offres.

Au cas où le concurrent est un groupement ou un organisme public, il doit remplir les conditions prévues à l'article 157 du décret n° 2-12-349 précité.

Article 6 : Liste des pièces justifiant les capacités et les qualités des concurrents et pièces complémentaires.

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n°2-12-349 les pièces à fournir par les concurrents :

A- Un dossier administratif comprenant:

1- Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres

- a) Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du décret n°2-12-349 précité ;
- b) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu; le cas échéant. Les cautions personnelles et solidaires doivent être délivrées par un établissement agréé à cet effet par le Ministre chargé des finances ;
- c) Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du Décret n°2-12-349 précité.

2- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret 2-12-349 précité :

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent:
 - S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - ✓ Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - ✓ Un extrait des statuts de la société et/ou le procès verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - ✓ L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret n°2-12-349 du 20 mars 2013. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret n°2-12-349 du 20 mars 2013, ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972), relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;

- e) L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.
- f) L'attestation de la C.N.S.S justifiant que l'effectif qu'il a employé ne dépasse pas 200 (deux cent) personnes ;
- g) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent mentionnant que la société est gérée ou administrée par les personnes physiques qui sont les propriétaires, copropriétaires ou actionnaires ;
- h) L'attestation mentionnant le chiffre d'affaires ou l'attestation ou l'attestation du bilan annuel délivrée par la Direction Générale des Impôts.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

B- Un dossier technique comprenant :

- 1- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation ;
- 2- Au moins deux attestations ou leurs copies certifiées conforme à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrages publics sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations **(ces prestations doivent être de même nature et de même importance que les prestations objet du présent appel d'offres et datant de 2010 ou après).**

Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation. Seules les références justifiées par de bonnes fins seront considérées.

C- Une dossier complémentaire comprenant :

Le C.P.S paraphé sur toutes les pages et signé à la dernière page avec la mention lu et accepté par le candidat

Le présent règlement de la consultation doit être signé à la dernière page et paraphé sur toutes les pages par le concurrent ou par la personne habilitée à cet effet et joint au dossier précité.

D- Une Offre financière comprenant :

- 1. L'acte d'engagement établi tel qu'il est défini à l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité ;
 - 2. Le bordereau des prix et détail estimatif.
- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

NB : Concernant les organismes publics, les documents à fournir sont ceux prescrits par les alinéas II-1 et II-2 de l'article 25 du décret n°2-12-349 précité.

Article 7 : Composition du dossier d'appel d'offres

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres,
- Un exemplaire du Cahier des Prescriptions Spéciales,
- Le bordereau des prix – détail estimatif.

- Le modèle de l'acte d'engagement
- Le modèle de déclaration sur l'honneur
- Le présent règlement de la consultation.

Article 8 : Modification dans le dossier d'appel d'offres.

Conformément aux dispositions du § 7 de l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé le dit dossier suffisamment à l'avance et en tout cas avant la date d'ouverture des plis prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis modificatif, celui-ci doit être publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1-2 de l'article 20 du décret n° 2-12-349 précité.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité de l'avis sous réserve que la séance d'ouverture des plis ne soit tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le journal paru le deuxième la modification sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue initialement.

Les modifications visées ci-dessus interviennent dans les cas suivants :

- Lorsqu'elles nécessitent un délai supplémentaire pour la préparation des offres ;
- Lorsqu'il s'agit de redresser des erreurs manifestes constatées dans l'avis publié ;
- Lorsque, après publication de l'avis, le délai qui doit courir entre la date de la publication et la séance d'ouverture des plis n'est pas conforme au délai réglementaire.

Article 9 : Répartition en lots

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique.

Article 10 : Retrait des dossiers d'appel d'offres.

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le (ou les) bureau (x) indiqué (s) dans l'avis d'appel d'offres dès la parution de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres. Il est retiré sans paiement à l'exception des plans et documents techniques spécifique conformément aux dispositions du paragraphe 4 articles 19 au trésor public de la somme indiquée dans l'avis d'appel d'offres.

Article 11 : Information des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 22 du Décret n°2-12-349 précité, tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (07) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou renseignements fournis par le maître d'ouvrage vont être communiqués au demandeur et aux autres concurrents dans les Sept (7) jours suivant la date de réception de la demande du concurrent.

Toutefois, lorsque la dite demande intervient entre le 2^{ème} et le 7^{ème} jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, la réponse doit intervenir au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Les demandes d'informations ou renseignements par les concurrents doivent être adressées à monsieur le Président de la Région Fès-Meknès,

Article 12 : Contenu et présentation des dossiers des concurrents

1- Contenu des dossiers.

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

-
- Un dossier administratif précité (cf. Article 6 ci-dessus) ;
- Un dossier technique précité (cf. Article 6 ci-dessus) ;
- Un dossier complémentaire précité (cf. Article 6 ci-dessus) ;
- Une offre financière comprenant :
 - * L'acte d'engagement ;
 - * Le bordereau des prix et détail estimatif ;

Le montant de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix unitaire du bordereau des prix détail estimatif doit être libellé en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et celui du bordereau des prix – détail estimatif le montant de ce dernier est tenu pour bon pour établir le montant de l'acte d'engagement.

2- Présentation des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 29 du Décret n° 2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- L'adresse e-mail et le numéro du registre de commerce ;
- L'avertissement que « plis ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouvertures des plis ».

Ce pli contient deux enveloppes comprenant chacune :

*** La première enveloppe :**

- Les pièces des dossiers administratif et technique, le Cahier des Prescriptions Spéciales signé par le concurrent ou par la personne habilitée par lui à cet effet. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention « **dossiers administratif et technique** ».
- Le présent règlement de la consultation signé à la dernière page et paraphé sur toutes les pages par le concurrent ou par la personne habilitée à cet effet.

*** La deuxième enveloppe :**

- L'offre financière du soumissionnaire. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention « **Offre financière** ».

Article 13 : Langue et monnaie spécifique à la présente offre.

La langue dans laquelle doivent être établies les pièces contenues dans les dossiers et offres présentées par les concurrents est la langue Française

La monnaie dans laquelle le prix des offres doit être formulée et exprimée est le **Dirham Marocain**.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, les montants des offres exprimés en monnaie étrangère doivent être convertis en Dirham.

Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par BANK AL MAGHRIB conformément aux dispositions de l'article 18 du décret n°2.06.388.

Article 14 : Dépôt des plis des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité, les plis sont au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'examen des offres.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis resteront cachetés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2.12.349 précité.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portées sur le pli remis.

Les plis resteront cachetés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2.12.349 précité.

Article 15 : Retrait des plis

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2.12.349 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et heure fixés pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité.

La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 11 ci-dessus. Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions de dépôt des plis fixées à l'article 30 du décret n° 2.12.349 et rappelées à l'article 13 ci-dessus.

Article 16 : Délai de validité des offres

Les soumissionnaires qui n'ont pas retiré définitivement leurs plis dans les conditions prévus à l'article 14 ci-dessus resteront engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante quinze jours (75 j)** à compter de la date d'ouverture des plis.

Si dans ce délai, le choix de l'attributaire ne peut-être arrêté, le maître d'ouvrage pourra proposer, par lettre recommandée avec accusé de réception, de prolonger le délai de validité de leurs offres. Seuls les soumissionnaires qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage resteront engagés pendant ce nouveau délai.

Article 17 : Critères admissibles des concurrents

La commission apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vue des éléments contenus dans leurs dossiers administratif et technique de chaque concurrent.

Article 18 : Critères de choix et de classement des offres

L'examen et le jugement des offres seront effectués conformément aux stipulations des articles 36 et 40 du décret n° 02-12-349 du 08 Joumada I, 1434 (20 mars 2013), relatif aux marchés publics.

Enfin, la commission proposera l'attribution du marché au concurrent dont l'offre financière est la moins disante parmi les concurrents retenus.

Fait à Le.

LE CONCURRENT
« LU ET ACCEPTE »

L'ORDONNATEUR



Pour le Président et P.O
Directeur Général des
Services

Abderrazzak MOUMNI